

La formation des prix entre l'amont agricole et l'industrie alimentaire : un enjeu de rentabilité important pour les entreprises agroalimentaires

Dans le secteur agroalimentaire, la formation des prix entre l'amont agricole, l'industrie alimentaire et la grande distribution, constitue un facteur de rentabilité très important : la part des achats amont représente près de 55 % du chiffre d'affaires dans l'alimentaire contre environ 40% dans le reste de l'industrie manufacturière.

La hausse globale du prix des matières premières alimentaires et énergétiques récemment constatée devrait peser sur les résultats économiques du secteur, déjà en berne en 2016, dans la mesure où ils ne sont pas répercutés le long de la chaîne de valeur, dans un contexte de guerre des prix persistant.

1. Un regain de tension sur le prix des matières premières en 2016, inédit depuis 2011

Depuis le début de l'année 2016, le prix des matières premières suit une tendance haussière, inédite depuis 2011. A l'issue du mois de novembre 2016, le prix des matières premières alimentaires a augmenté de près de 8 % sur un an. Les prix s'établissent désormais à des niveaux historiquement élevés et volatiles, en hausse d'environ 170 % depuis 2004. Cette haute volatilité empêche les industriels d'avoir une visibilité correcte sur leurs approvisionnements, mais surtout entraîne une grande tension sur leurs niveaux de trésorerie. Par grandes matières premières, la hausse est notamment visible pour le sucre (+32,2 %), le soja (+21,6 %) et le café (+22,4 %).

2. Ce regain de tension sur le prix des matières premières a bel et bien été perçu par les entreprises du secteur agroalimentaire

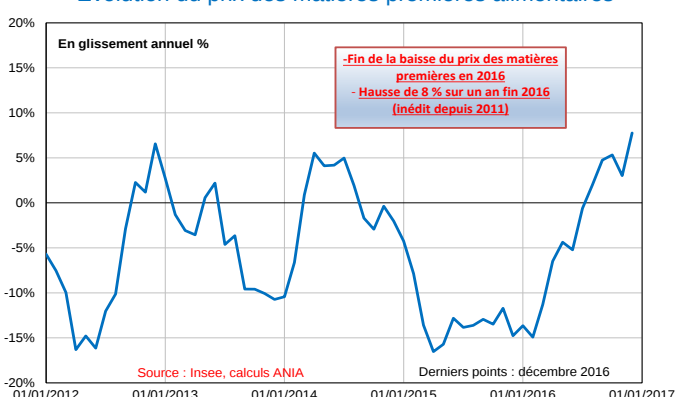
Depuis plusieurs mois, les industriels sont de plus en plus nombreux à anticiper des hausses de prix au cours des prochains mois, témoignant ainsi du regain de tension subi en amont sur le prix des intrants. Néanmoins ces tensions, aussi vives soient-elles, ne se transmettent pas le long de la chaîne de valeur : la déflation alimentaire perdure en effet depuis le mois d'octobre 2013 dans le secteur.

Fin 2016, la guerre des prix concerne toutes les catégories de produits, qui affichent ainsi une déflation généralisée, de l'ordre de 4 points depuis 3 ans. Cette situation pèse sur les performances économiques du secteur agroalimentaire, qui voit ses marges s'éroder depuis plusieurs années (baisse de l'ordre de 4 points depuis 2007), alors qu'elles se sont reconstituées dans le reste de l'industrie, tutoyant même des niveaux inobservés depuis le début des années 2000.

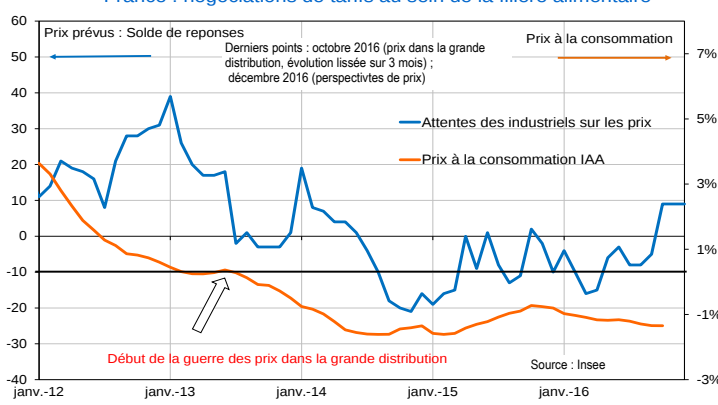
L'instauration d'un climat des affaires favorable (fin de la guerre des prix), tout comme la mise en place de politiques publiques en faveur de la croissance et de la rentabilité des entreprises restent indispensables pour restaurer la compétitivité du secteur agroalimentaire, d'autant que « l'alignement des planètes » constaté en 2015 et en 2016 (prix du pétrole bas, baisse des taux notamment) ne devrait plus produire d'effets macroéconomiques en 2017.

Les moteurs économiques devraient donc être avant tout internes.

Evolution du prix des matières premières alimentaires

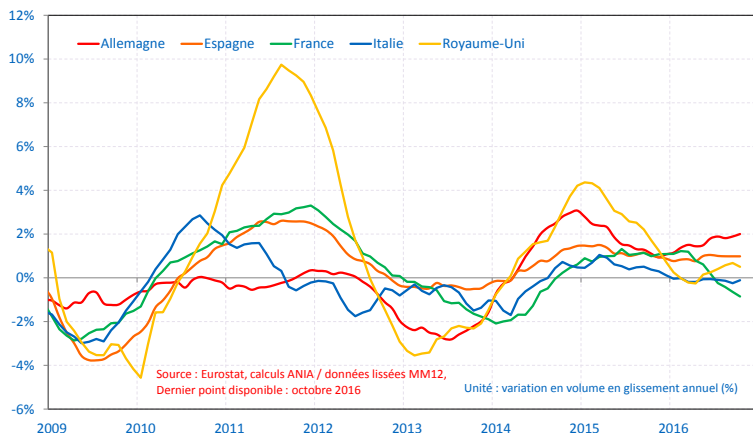


France : négociations de tarifs au sein de la filière alimentaire



Panorama Europe : inflation et production encore modérées – Décrochage de la production en France par rapport au reste de la zone euro

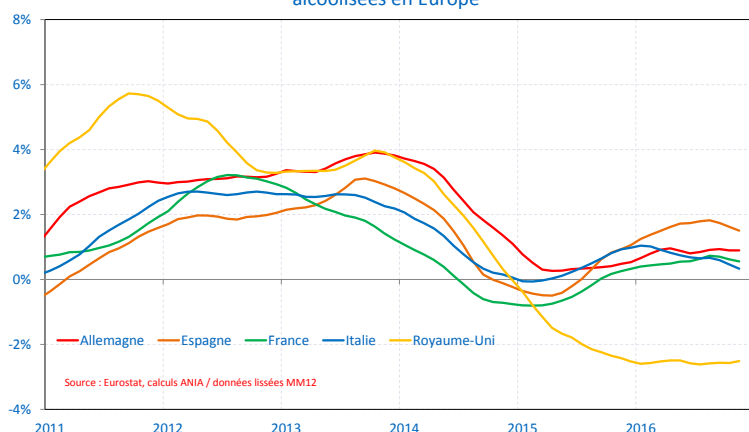
Evolution de la production dans les IAA en zone euro



La production, sur 12 mois glissants, se stabilise en Europe ces derniers mois (+ 0,7 %). En France, la production fléchit nettement en 2016 : passant de 1,1 % en janvier 2016 à -0,9% en octobre 2016.

Parmi les autres pays de la zone euro, l'Allemagne voit sa production se renforcer depuis quelques mois (+2,0%), soit une évolution supérieure à celle observée en Espagne (+1,0%). La production demeure très contenue en Italie (-0,1 %).

Prix à la consommation des produits alimentaires et boissons non alcoolisées en Europe



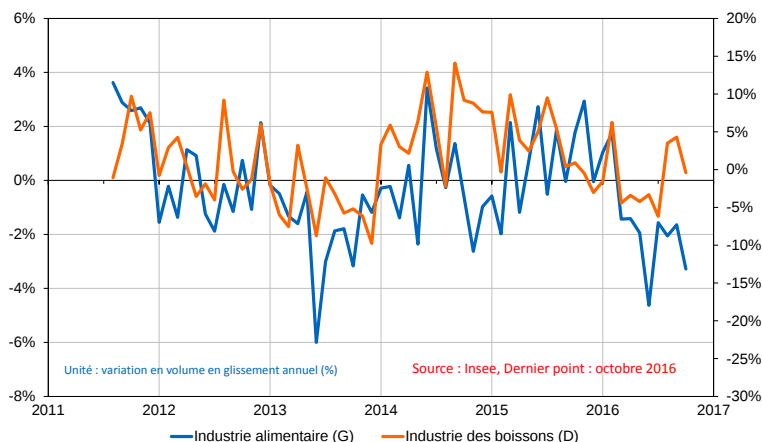
Dans la zone euro, l'inflation des produits alimentaires et des boissons s'inscrit à 0,2 % en novembre 2016.

Par pays, l'évolution des prix confirme que le risque déflationniste s'est éloigné en 2016 au sein de la zone euro :

- L'inflation est la plus élevée en Espagne (+ 1,5 % après + 1,6 %).
- Elle reste stable en Allemagne (+ 0,9 %), tandis qu'elle s'inscrit à + 0,6 % en France.
- Au Royaume-Uni, elle s'inscrit à -2,2 % en novembre 2016.

Production alimentaire France : net repli en 2016

Production des produits agroalimentaires et des boissons

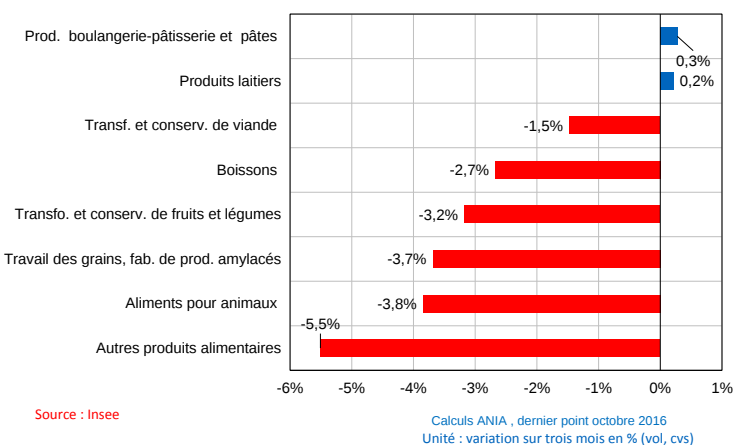


Depuis le début de l'année, la production alimentaire demeure atone ou en repli. En 2016, elle retrouve notamment des niveaux inobservés en 3 ans.

En octobre, elle recule de - 2,3 %, après + 0,7% observé en septembre. Mesurée sur un an, la production fléchit, s'inscrivant à - 3,3 % en octobre, après - 1,6 % en septembre. S'agissant des boissons, la production recule fortement en octobre (- 6,8 %), pour la 1^{ère} fois depuis mai 2016, de sorte que la production reflue fortement lorsqu'elle est mesurée sur un an (- 0,4 %) après +4,3 % en septembre.

Sur les douze derniers mois, à octobre 2016, la production agroalimentaire recule de - 1,8 % et celle des boissons fléchit à -0,5 %.

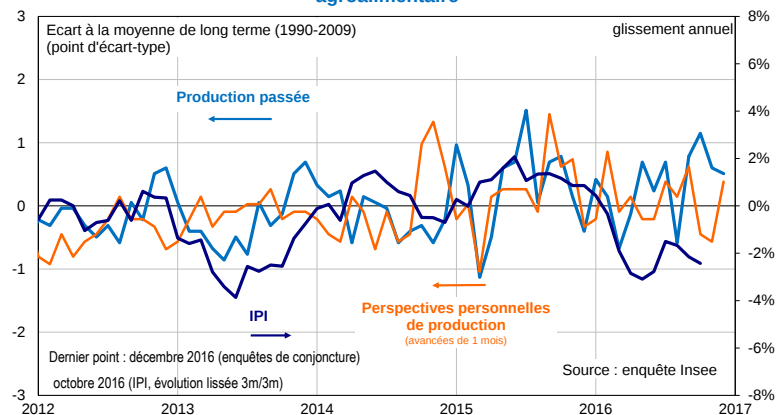
Variation sur trois mois de la production par secteur



Sur les trois derniers mois, à octobre 2016, seules les productions de boulangerie-pâtisseries et pâtes (+0,3 %) et de produits laitiers progressent (+0,2 %).

Concernant les autres secteurs, la production se replie. Le recul est notamment prononcé s'agissant du secteur des aliments pour animaux (-3,8 %) et des autres produits alimentaires (- 5,5 %).

Jugement des industriels concernant l'activité dans l'industrie agroalimentaire



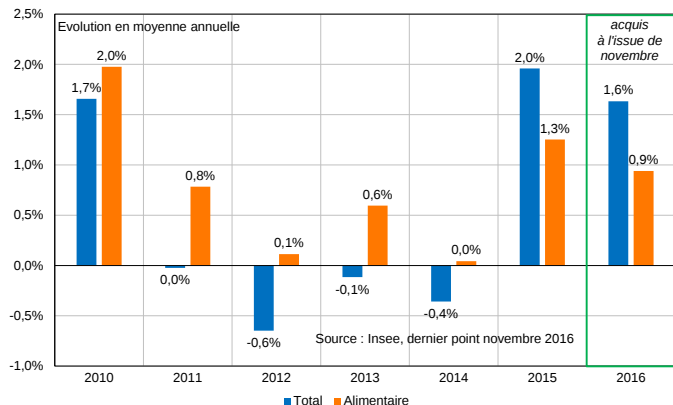
Les enquêtes de conjoncture permettent d'avoir un diagnostic précis sur l'activité de court terme des industriels.

La question relative à la production passée porte sur l'activité des industriels au cours des trois derniers mois. Elle est relativement bien corrélée à l'évolution de la production (IPI), qui a nettement décroché au 1^{er} semestre, en raison notamment de conditions climatiques défavorables.

Depuis, la production peine à redémarrer, malgré des perspectives et une production passée mieux orientées depuis quelques mois et des stocks très nettement inférieurs à leur niveau de long terme.

Consommation France : résilience mais pas de décollage

Evolution de la consommation en France

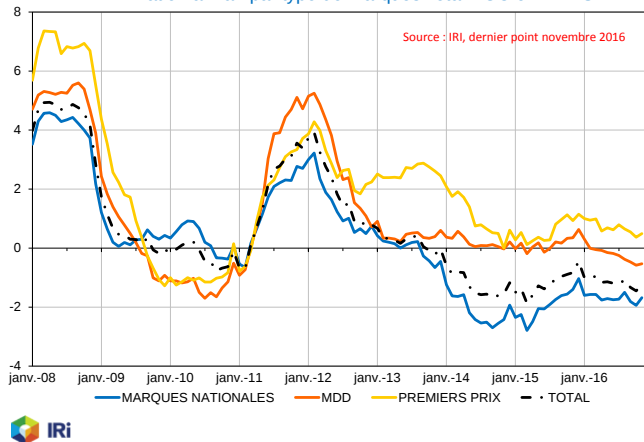


Depuis deux mois, la consommation alimentaire se redresse légèrement : +0,6 % en novembre après +0,3 % en octobre. Sur un an, les dépenses alimentaires s'inscrivent à +0,9 %, après +1,3 % en octobre.

Depuis plus de deux ans, un écart subsiste entre la consommation alimentaire et la consommation d'ensemble. A titre d'illustration, la consommation en biens durables s'établit à + 4,8 % sur un an au mois de novembre.

Sur les douze derniers mois, à novembre 2016, la consommation alimentaire a progressé de 0,9 % et la consommation d'ensemble s'inscrit à + 1,6 %. La consommation alimentaire ralentit donc sur l'ensemble de l'année 2016, après une année 2015 de relatif redressement (+1,3 %).

Inflation à 1 an par type de marques Total PGC en HM+SM

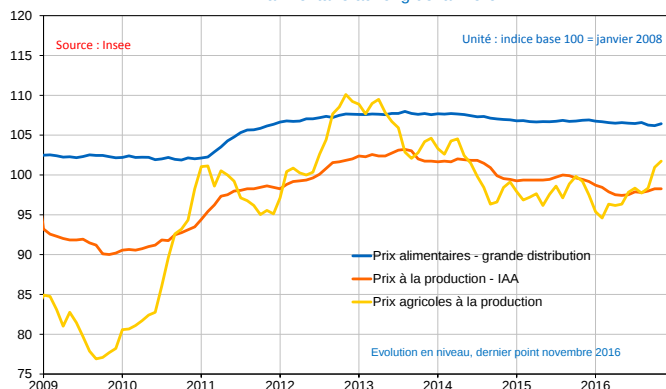


A novembre 2016, la déflation sur un an s'établit à -1,2 %. **La déflation perdue depuis le mois d'octobre 2013.**

Dans le détail, depuis plusieurs mois, la déflation n'est plus seulement limitée à l'univers des marques nationales, elle touche également les MDD, dont la déflation atteint désormais -0,5 %.

Au final, la décélération des dépenses alimentaires constatée en 2016 apparaît surprenante, preuve que la guerre des prix dans le secteur ne stimule pas les dépenses.

Prix alimentaire au long de la filière



Le graphique ci-contre reprend l'évolution des prix à plusieurs stades de la filière alimentaire. Il permet de bien appréhender les tensions qui pèsent sur la formation des prix.

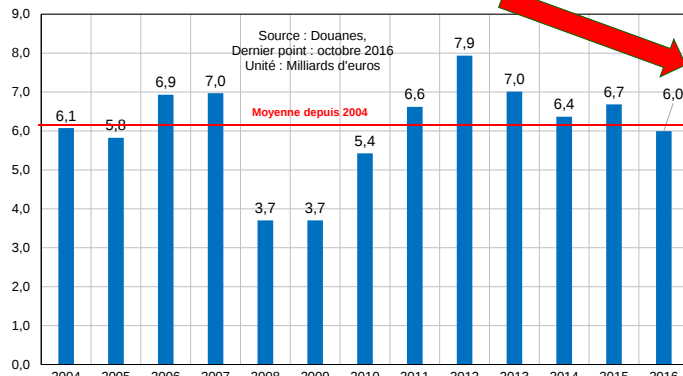
En amont, les prix agricoles à la production varient largement en fonction des cours des matières premières.

Ces prix se sont notablement redressés en 2016 : +2,5% constaté en novembre, après +1,1 % en octobre et -0,5 % en septembre.

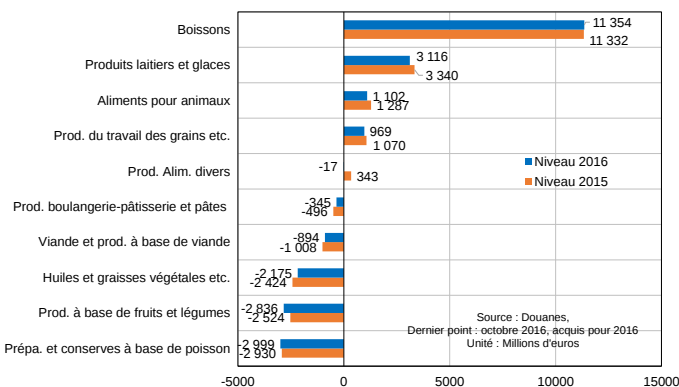
En novembre, les prix à la production des industries agroalimentaires restent encore à la baisse (-1,2 %) tandis que les prix dans la grande distribution reculent encore (-0,4 %).

Export France : un décrochage des performances en 2016

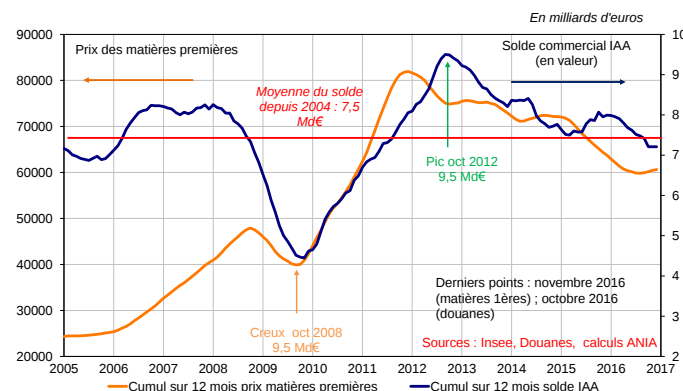
Evolution du solde commercial dans l'IAA
(cumul sur les 10 premiers mois de l'année)



Niveau du solde commercial dans l'IAA par produits



Prix des matières premières et solde commercial IAA



Le solde commercial des IAA, exprimé en valeur, baisse tendanciellement depuis mi-2012. Il suit ainsi le mouvement du prix des matières premières, qui a enregistré une baisse continue sur la même période. Ceci suggère donc que la création de valeur par les quantités s'opère de moins en moins, signe de problèmes de compétitivité structurels dans le secteur.

L'examen des performances à l'export souligne le lien entre l'amont agricole et les performances commerciales des entreprises : ce sont en effet les secteurs qui présentent les charges d'approvisionnement plus importantes qui affichent les résultats à l'export les plus significatifs. Une bonne gestion du niveau des approvisionnements des entreprises constitue donc un enjeu important pour la compétitivité, la trésorerie et les performances commerciales des entreprises agroalimentaires.

Les derniers chiffres du commerce extérieur (dernières données à octobre 2016) signalent une dégradation du solde commercial global, qui s'établit à 7,3 Md€ en 2016 après 8,0 Md€ en 2015. Sur les 12 derniers mois, les importations progressent (+1,9 %), tandis que les exportations fléchissent (-0,1 % après +2,6 % en 2015).

Sur les 10 premiers mois de l'année, le solde cumulé s'inscrit à 6,0 Md€. Il s'agit là du niveau le plus bas depuis 2010. Ces performances demeurent tout juste en ligne avec la moyenne de longue période, calculée depuis 2004 (6,1 Md€).

Les performances commerciales du secteur agro-alimentaire reposent sur un nombre très limité de secteurs.

Nous pouvons notamment citer : i) les vins, spiritueux et autres boissons alcoolisées : 11,4 Md€ à l'issue du mois d'octobre 2016, ii) les produits laitiers (et glaces) : 3,1 Md€, dont l'excédent recule depuis 2015 dans un contexte de nette baisse des échanges liée notamment à la baisse des prix provoquée par l'abandon des quotas de production dans l'Union européenne début 2015.

A l'inverse, les principaux déficits concernent : les produits et conserves à base de poissons : -3,0 Md€ et les produits à base de fruits et légumes : -2,8 Md€.

Au global, le solde commercial hors boissons et tabac se creuse en 2016 : il s'établit à -4,1 Md€ (après -3,3 Md€), ce qui constitue un déficit historiquement élevé.

Code NAF	Secteur	Part du chiffre d'affaires à l'export	Part des approvisionnements en matières premières
101-hac	Industrie agroalimentaire hors artisanat commercial	21%	51%
1020Z	Transformation et conservation de la viande et préparation de produits à base de viande hors charcuterie	10%	60%
103	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	1%	50%
104	Transformation et conservation de fruits et légumes	4%	46%
105	Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales	9%	46%
106	Fabrication de produits laitiers	18%	59%
107-hac	Travail des grains - fabrication de produits amylacés	9%	52%
108	Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires hors fabrication de pain et de pi	5%	39%
109	Fabrication d'autres produits alimentaires	15%	41%
110	Fabrication d'aliments pour animaux	5%	58%
	Fabrication de boissons	24%	43%

Source : ESANE